



CFE-CGC/UNSA France Télécom - Orange

Adresse postale : 12 rue Saint Amand - 75015 Paris

Tél : 01 46 79 28 74 - Fax : 01 40 45 51 57

E-mail : presse@cfecgc-uns-ft-orange.org

Communiqué du 12 juin 2013

Les personnels de France Télécom-Orange souhaitent conserver leur PDG.

La mise en examen de Stéphane Richard dans le cadre de l'affaire Tapie, où la justice souhaite faire la lumière sur le choix d'un arbitrage privé pour mettre fin au différend de l'homme d'affaires avec le Crédit Lyonnais, constitue un choc pour les personnels de France Télécom-Orange.

Les personnels renouvellent leur soutien à leur PDG. Ils souhaitent que la présomption d'innocence s'applique pleinement, et qu'aucun amalgame ne soit fait entre les différentes missions que Stéphane Richard a assurées à différentes époques.

Alors que le secteur des télécommunications, écosystème complexe, est en pleine tourmente, les personnels de l'entreprise attendent que l'État actionnaire de l'opérateur historique soutienne l'action de son PDG pour défendre la pérennité de l'entreprise et des emplois, plus de 100 000 en France, 170 000 dans le monde.

Deux missions distinctes

Il n'y a aucun lien entre l'éventuel rôle joué par Stéphane Richard - alors Directeur de cabinet de Christine Lagarde au Ministère de l'économie -, concernant la décision de trancher le litige opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais par un arbitrage privé, et la mission actuelle de ce même Stéphane Richard en tant que PDG de France Télécom-Orange.

Il convient de laisser les juges faire leur travail : même mis en examen, Stéphane Richard doit continuer de bénéficier de la présomption d'innocence, jusqu'au dénouement de la procédure judiciaire.

Les personnels appellent l'Élysée et Matignon à la plus grande prudence

Les personnels de l'entreprise appellent le gouvernement à la plus grande prudence.

D'autres patrons d'entreprises cotées ont continué d'exercer leur mandat de PDG alors même qu'ils étaient mis en examen dans le cadre de ce mandat, soupçonnés de blanchiment d'argent ou d'abus de bien social¹. On voit donc mal pourquoi Stéphane Richard, à qui l'on n'a rien à reprocher de tel en tant que PDG de France Télécom-Orange, devrait démissionner de son poste.

Les salariés ont été très choqués d'apprendre que Monsieur Didier Lombard, dont la responsabilité morale dans la crise sociale de France Télécom est avérée², avait été nommé par l'Élysée au sein de la commission « Innovation 2030 »³. Ils ne comprendraient pas que l'homme qui s'est investi dans le rétablissement d'un climat social apaisé soit à l'inverse soumis à une impitoyable sanction, pour une affaire sans lien avec leur entreprise.

.../...

¹ <http://www.bfmtv.com/economie/affaire-tapie-lagarde-stephane-richard-a-ete-mis-examen-536376.html>

² http://www.lepoint.fr/societe/suicides-a-france-telecom-se-debarrasser-de-22-000-postes-par-la-porte-ou-la-fenetre-07-05-2013-1664381_23.php

³ <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/201304253731/communiques-de-presse/didier-lombard-a-la-commission-innovation-2030-la-cfe-cgc/uns-ft-ecrit-au-president-de-la-republique.html>

.../...

Ne pas opérer de changement brutal à la tête de France Télécom-Orange

France Télécom-Orange doit faire face à un contexte économique et réglementaire particulièrement violent, où s'additionnent une conjoncture économique difficile dans toute la zone Europe, une concurrence exacerbée par l'arrivée du 4^{ème} opérateur mobile qui a engendré une forte destruction de valeur sur le marché français, et la nécessité d'investir pour déployer le très haut débit fixe et mobile qui permettra à la France de rester compétitive, les infrastructures de télécommunications étant un élément clef de cette compétitivité, et à Orange de rester dans la course.

La complexité de la tâche est immense, dans un Groupe lui-même complexe, en raison de son héritage historique et de la crise sociale qu'il a subie en 2009, que Stéphane Richard a su endiguer en prenant les rênes de l'entreprise. **Tout changement brutal de Direction aurait forcément des conséquences préjudiciables pour France Télécom-Orange : personne ne peut prétendre maîtriser le pilotage d'une telle entreprise en quelques jours.**

Les personnels de l'entreprise attendent donc de son principal actionnaire et du gouvernement toutes les mesures qui s'imposent pour stabiliser la situation, à commencer par celle de son dirigeant, et qu'ils s'attachent tout particulièrement à la pérennité de l'entreprise et des emplois dans un secteur particulièrement chahuté, bien que hautement stratégique pour l'économie française.

Les salariés sont soulagés d'apprendre, via un flash interne qui vient d'être diffusé sur l'intranet de l'entreprise, que Stéphane Richard reprendra son poste dès demain. Ils souhaitent avant tout pouvoir poursuivre l'activité de l'entreprise dans les meilleures conditions, et conserver leur PDG.

Contacts :

- Patrice SEURIN, Délégué Syndical Central de la CFE-CGC/UNSA France Télécom-Orange
patrice.seurin@cfecgc-uns-ft-orange.org
- Sébastien CROZIER, Président du syndicat CFE-CGC/UNSA France Télécom-Orange
(06 86 27 32 72) - sebastien.crozier@cfecgc-uns-ft-orange.org

*Vous pouvez retrouver nos communiqués sur le site web de la CFE-CGC/UNSA France Télécom-Orange : <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/communiqués-de-presse/>
et nous suivre sur Twitter : <http://twitter.com/#!/CFECGCUNSAPress>*